

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

n° 2017.02.09.004

L'an deux mille dix-sept, le neuf février, le Conseil Syndical, dûment convoqué, s'est réuni à 18 heures, à la salle de réunion de la Maison des Services au Public à Blaye, sous la présidence de Monsieur Baldès.

**Date de la convocation :** 30 janvier 2017

**Secrétaire de séance :** Monsieur Duez (Cdc de Blaye)

**Nombre de membres présents : 30**

### **CdC de Blaye (12) :**

Titulaires : Baldès D. – Roturier J. – Laé G. – Loriaud X. – Margueritte B. – Duez JP. – Goutte M. – Chovero F. –

Suppléants : Mathia A. – Caro C. – Rochet JL. – Carreau G.

### **CdC de l'Estuaire (10) :**

Titulaires : Plisson Ph. – Bournazeau B. – Grenier B. – Rigal JM. – Bailan B. – Labrieux Ph. – Renou P. – Terrance J. – Gandré A.

Suppléants : Laisné JJ.

### **CdC Latitude Nord Gironde (8) :**

Titulaires : Bodet JC. – Soullignac J. – Perdriaud P. – Pelleton P. – Misiak B. – Roques P. – Despérieres JL. (avec pouvoir de JJ. Edard)

Suppléants : Bourreau M.

Nombre de membres en exercice	40
Nombre de membres présents	30
Nombre de pouvoirs	1

Nombre de votes exprimés	31
Votes : pour	31
contre	

## MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU SYNDICAT MIXTE

Vu les statuts du Syndicat Mixte, et notamment les dispositions prévues à son article 9 relatif au règlement intérieur,

Vu le règlement intérieur actuel du Syndicat Mixte,

Vu le passage de 4 à 3 Communautés de communes membres en raison de la disparition de la Communauté de communes de Bourg en Gironde au 1er janvier 2017,

Vu la décision du Bureau du Syndicat Mixte, en date du 25 novembre 2016, qui a validé le projet de modification de sa composition proposant de passer à 12 membres, à raison de 4 membres par Communautés de communes,

En cohérence avec les propositions de modification des statuts du Syndicat Mixte sur lesquelles le Conseil syndical a statué précédemment,

Il est proposé au Conseil syndical d'adapter en conséquence le règlement intérieur du Syndicat Mixte et de modifier son article 6 du Chapitre II relatif au Bureau, pour intégrer la nouvelle composition du Bureau proposée dans le cadre de la modification statutaire :

« Le Conseil du Syndicat Mixte élit en son sein un bureau comprenant le Président et un ou plusieurs Vice-présidents, selon la composition suivante :



Communauté de communes de Blaye	4 membres
Communauté de communes de l'Estuaire	4 membres
Communauté de communes Latitude Nord Gironde	4 membres
TOTAL	12 membres

Il est proposé de profiter de cette modification pour enlever la référence aujourd'hui caduque au code des marchés publics pour ce qui concerne le fonctionnement de la Commission d'appel d'offres (Chapitre III Les Commissions – Article 11 Commission d'Appel d'Offres). La Commission d'appel d'offres est dorénavant régie par les dispositions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

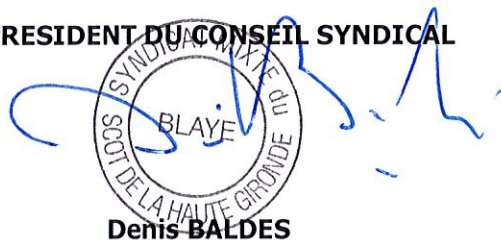
L'article 11 du Chapitre III du règlement est ainsi modifié : « *Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.* », et non plus par les dispositions « *des articles 22 à 25 du code des marchés publics* » comme indiqué dans l'actuel règlement.

**Décision : Sur proposition du Président, et après discussion, le Conseil Syndical, à l'unanimité :**

- **approuve** les modifications apportées au règlement intérieur du Syndicat Mixte du SCoT de la Haute Gironde telles que présentées ci-dessus. Le nouveau règlement intérieur est joint en annexe à la présente délibération.
- **autorise** Monsieur le Président à faire toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de cette délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

**LE PRESIDENT DU CONSEIL SYNDICAL**



**Denis BALDES**



## REGLEMENT INTERIEUR

---

Adopté le 26/11/2014  
Modifié le 09/02/2017

Syndicat Mixte du SCOT de la Haute Gironde  
Maison des Services au Public  
32, rue des Maçons  
BP 134  
33 390 BLAYE  
Tél : 05 57 42 68 90 / fax : 05 57 42 68 91



## **CHAPITRE I : TRAVAUX PREPARATOIRES AUX SEANCES DU CONSEIL SYNDICAL**

---

### **ARTICLE 1 : PERIODICITE DES SEANCES**

Le Conseil Syndical se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Président peut réunir le Conseil Syndical chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du Conseil Syndical en exercice.

En cas de d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

### **ARTICLE 2 : CONVOCATIONS**

Toute convocation est faite par le Président. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée au siège du Syndicat ou publiée. Elle est adressée aux conseillers syndicaux par écrit et à leur domicile. Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du Conseil Syndical. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Dans ce cas, le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil Syndical qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

### **ARTICLE 3 : ORDRE DU JOUR**

Le Président fixe l'ordre du jour.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont préalablement soumises pour instruction aux commissions compétentes et/ou au Bureau, sauf décision contraire du Président motivée notamment par l'urgence.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de conseillers syndicaux, le Président est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

### **ARTICLE 4 : ACCES AUX DOSSIERS PREPARATOIRES ET AUX PROJETS DE CONTRAT ET DE MARCHE.**

Tout membre du Conseil Syndical a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du syndicat qui font l'objet d'une délibération.

Durant les 8 jours précédant la séance et le jour de la séance, les conseillers syndicaux peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place, au siège du syndicat et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Président.



Les conseillers qui voudront consulter les mêmes dossiers en dehors des heures ouvrables devront adresser au président une demande écrite.

Les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur leur demande, à la disposition des conseillers intéressés, au secrétariat du Syndicat 3 jours avant la séance à laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

## **ARTICLE 5 : QUESTIONS ORALES**

Les conseillers syndicaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires du syndicat.

Lors de chaque séance du Conseil Syndical, les conseillers peuvent poser des questions orales auxquelles le Président ou les vice-Présidents compétents répondent directement.

Les questions des conseillers et les réponses du Président ou les vice-Présidents peuvent être publiées au recueil des actes administratifs du Syndicat.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions le justifie, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du Conseil Syndical, spécialement organisée à cet effet.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général et ne peuvent comporter d'imputations personnelles.

Elles ne donnent pas lieu à des débats (sauf demande de la majorité des conseillers syndicaux présents).

## **CHAPITRE II : LE BUREAU**

---

### **ARTICLE 6 : COMPOSITION**

Le Conseil du Syndicat Mixte élit en son sein un bureau comprenant le Président et un ou plusieurs Vice-Présidents, selon la composition suivante :

Communauté de communes de Blaye	4 membres
Communauté de communes de l'Estuaire	4 membres
Communauté de communes Latitude Nord Gironde	4 membres
TOTAL	12 membres

Lors des réunions du Bureau, les membres pourront se faire accompagner par un ou plusieurs représentants des services des Communautés de communes.

## **ARTICLE 7 : CONVOCATIONS**

Le Président convoque le bureau chaque fois qu'il le juge utile et en fixe l'ordre du jour précis.

Le secrétariat du bureau est géré par le Président et la Direction du Syndicat Mixte.

Le Président communique aux membres du bureau les rapports relatifs aux projets de délibérations préparés dans les commissions.

## **ARTICLE 8 : ROLE ET COMPETENCES DU BUREAU**

Il propose au Président l'ordre du jour du Conseil Syndical. Il examine tous les projets soumis au Conseil Syndical par les Commissions.

Le bureau peut recevoir délégation du Conseil Syndical, dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Les délibérations du bureau sont soumises aux mêmes règles de procédure (quorum et contrôle de légalité) que les délibérations du Conseil syndical. Il est fait rapport au Conseil Syndical de toutes les délibérations du bureau prises dans l'intervalle de deux réunions.

Un membre du bureau indisponible peut donner pouvoir à un autre membre du bureau dans les conditions prévues par le code général de collectivités territoriales.

---

## **CHAPITRE III : LES COMMISSIONS**

---

### **ARTICLE 9 : COMMISSIONS SYNDICALES**

Le Conseil Syndical peut former, au cours de chaque séance, des commissions permanentes chargées d'étudier les questions soumises au Conseil soit par l'administration, soit à l'initiative de ses membres.

Elles sont convoquées par le Président, qui en est le Président de droit, ou le Vice-président par délégation, dans les huit jours qui suivent leur nomination ou, à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent.

Les commissions permanentes du Syndicat seront fixées ultérieurement et intégrées par avenant au présent règlement.

Le nombre de représentants pour chaque communauté de communes est fixé entre trois et cinq membres dans chaque Commission, dont le Vice-président de la Communauté de Communes en charge des dossiers relevant de la commission concernée. Les membres peuvent être des délégués communautaires non délégués au Syndicat Mixte, à condition de rester minoritaire dans les commissions.

Des personnes « qualifiées » peuvent être invitées à participer aux travaux de la commission mais elles ne prennent pas part aux décisions.

Le Conseil Syndical peut décider de la création de commissions spéciales pour l'examen d'une ou plusieurs affaires.

Les séances des commissions permanentes et spéciales ne sont pas publiques.

#### **ARTICLE 10 : FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SYNDICALES**

Les commissions permanentes et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises et en particulier préparent les rapports relatifs aux projets de délibérations intéressant leur secteur d'activités.

Les commissions peuvent entendre, en tant que de besoin, des personnalités qualifiées.

Elles sont consultatives et n'ont pas pouvoir de décision. Elles émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum soit exigé. S'il y a partage des voix, le rapport relatif à l'affaire en cause doit le mentionner, la voix du Président est prépondérante.

#### **ARTICLE 11 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La commission d'appel d'offres est constituée par le Président ou son représentant, et cinq membres du conseil élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation ou à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

---

### **CHAPITRE IV : LA TENUE DES SEANCES DU CONSEIL SYNDICAL**

---

#### **ARTICLE 12 : PRESIDENCE**

Le président, et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Syndical.

Toutefois, la séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Syndical.

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Conseil Syndical élit son Président de séance.

Dans ce cas, le Président peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le Président vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, ouvre les séances, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à la question, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge, conjointement avec le secrétaire, le déroulement des votes, en proclame les résultats. Il prononce l'interruption des débats ainsi que la clôture des séances.

#### **ARTICLE 13 : QUORUM**

Le Conseil Syndical ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice assiste à la séance.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Dans le cas où des conseillers se retirent en cours de séance, le quorum est vérifié avant la mise en délibéré des affaires suivantes.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents à leurs collègues n'entrent pas dans le calcul du quorum.

Quand, après une première convocation régulièrement faite, le Conseil Syndical ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation à trois jours francs au moins d'intervalle est valable quel que soit le nombre de membres présents.

#### **ARTICLE 14 : SUPPLÉANCE ET POUVOIRS**

Les statuts du Syndicat prévoient la désignation de suppléants par les Communautés de Communes membres, pour remplacer les titulaires en cas d'empêchement. A condition de s'assurer au préalable qu'aucun suppléant de sa Communauté de communes ne peut le remplacer, un conseiller syndical titulaire empêché d'assister à une séance peut donner à un conseiller syndical de son choix au sein de sa Communauté de communes pouvoir écrit et daté de voter en son nom.

Un même conseiller ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs sont remis au Président en début de séance.

#### **ARTICLE 15 : SECRETARIAT DE SEANCE**

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Syndical nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et de la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

#### **ARTICLE 16 : ACCES ET TENUE DU PUBLIC**

Les séances des Conseils Syndicaux sont publiques.

Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis, aux places qui lui sont réservées, et garder le silence : toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Le président peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.



En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.

#### **ARTICLE 17 : ENREGISTREMENT DES DEBATS PAR LA PRESSE**

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse (s'il y a lieu).

#### **ARTICLE 18 : SEANCE A HUIT CLOS**

Sur la demande de trois membres ou du Président, le Conseil Syndical peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

#### **ARTICLE 19 : POLICE DE L'ASSEMBLEE**

Le président -ou celui qui le remplace- a seul la police de l'assemblée. Il fait observer le présent règlement.

#### **ARTICLE 20 : FONCTIONNAIRES SYNDICAUX**

Les fonctionnaires syndicaux assistent, en tant que de besoin, aux séances du Conseil Syndical.

Ils ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique.

### **CHAPITRE V : L'ORGANISATION DES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS**

---

Le Conseil Syndical règle par ses délibérations les affaires du Syndicat.

#### **ARTICLE 21 : DEROULEMENT DE LA SEANCE**

Le Président est seul responsable de l'ordre du jour.

Le Président examine les affaires figurant à l'ordre du jour, en suivant le rang d'inscription.

Seules les questions mentionnées à l'ordre du jour peuvent être débattues, sauf cas d'urgence qui nécessite une délibération immédiate ou le retrait de l'ordre du jour. Dans ce dernier cas, l'assemblée autorise en début de séance l'examen de l'affaire en cause sur proposition du Président.

#### **ARTICLE 22 : DEBATS ORDINAIRES**

La parole est accordée par le Président aux membres du Conseil Syndical qui la demandent.

Le vice-Président compétent et le rapporteur de la proposition de délibération sont entendus toutes les fois qu'ils le désirent.

### **ARTICLE 23 : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

Un débat a lieu sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Pour la préparation de ce débat, il est mis à disposition des conseillers syndicaux, huit jours avant la séance, des données synthétiques sur la situation financière contenant des éléments d'analyse rétrospective et prospective.

### **ARTICLE 24 : SUSPENSION DE SEANCE**

Le Président prononce les suspensions de séance.

Il peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance, formulée par au moins cinq membres du Conseil Syndical.

### **ARTICLE 25 : AMENDEMENTS**

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes les affaires en discussion soumises au Conseil Syndical.

### **ARTICLE 26 : CLOTURE DE TOUTE DISCUSSION**

La clôture de toute discussion peut être décidée par le Conseil Syndical, à la demande du Président ou d'un membre du Conseil.

Avant la mise aux voix par le Président, la parole ne pourra être donnée qu'à un seul membre pour la clôture et à un seul membre contre.

### **ARTICLE 27 : VOTES**

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

En cas de partage, sauf dans le cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante. Le vote a lieu au scrutin public, sur la demande du quart des membres présents ; les noms des votants avec la désignation de leur vote sont insérés au procès verbal.

Le Conseil Syndical vote de l'une des trois manières suivantes :

- au scrutin ordinaire à main levée ou par assis et levés ;
- au scrutin public, à la demande du quart des membres présents, soit par bulletin écrit, soit par appel nominal ;
- au scrutin secret. Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou à une représentation. Le Conseil Syndical peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder à un scrutin secret pour une nomination ou représentation, sauf dispositions législatives ou réglementaires prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Dans ces derniers cas, après deux tours de scrutin secret, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative : à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Ordinairement, le Conseil Syndical vote à main levée, le résultat en étant constaté par le Président et le secrétaire.

---

## **CHAPITRE VI : PROCES VERBAUX**

---

### **ARTICLE 28 : PROCES VERBAUX**

Les délibérations sont inscrites par ordre de date, dans le registre.

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

Le compte rendu des séances du Conseil Syndical retrace sous une forme synthétique les délibérations prises. Il est tenu à disposition du public. Le compte rendu est affiché dans la quinzaine au siège du Syndicat.

---

## **CHAPITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES**

---

### **ARTICLE 29 : REPRESENTATION DU SYNDICAT MIXTE ET DESIGNATION DES DELEGUES DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS**

Le Syndicat Mixte est représenté par son Président ou par un représentant de son choix.

Toutefois, il peut être représenté de manière plus ou moins permanente par un (ou plusieurs) délégués désigné(s). Le Conseil Syndical procède alors à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs, dans les cas et conditions prévus par les dispositions du code général des collectivités territoriales et des textes régissant ces organismes.

La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les formes.

Par ailleurs, quand il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du Président, il est procédé à une nouvelle élection des membres du bureau, ainsi que des délégués au sein d'organismes extérieurs. A cette occasion, les délégués en poste peuvent être soit reconduits expressément dans leur fonction, soit remplacés.

### **ARTICLE 30 : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR**

Des modifications au présent règlement peuvent être proposées par la moitié des membres du Conseil Syndical ou par le Président. Le présent règlement pourra être modifié par avenant.

---

**CHAPITRE VIII : OBLIGATIONS DES DELEGUES**

---

**ARTICLE 31 : OBLIGATIONS DU CONSEILLER SYNDICAL DEVANT SON CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Les délégués communautaires rendent compte au moins une fois par trimestre des travaux du Syndicat Mixte et des décisions prises en séance.

**ARTICLE 32 : OBLIGATIONS DU PRESIDENT**

Le Président adresse à chacune des Communautés de Communes membre un bilan annuel des activités du Syndicat Mixte, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.